

## GRM 2<sup>e</sup> année – Séance du 7 février 2009 (1<sup>ère</sup> partie)

### La conjoncture 1919-1921 en Allemagne I

Andrea Cavazzini : « De l'organisation aux masses, et retour »

Je commencerai d'abord par une remarque méthodologique. La conjoncture 1919-1921 est relativement pauvre de textes théoriques d'envergure rédigés au cours des événements. Cela s'explique partiellement par le fait que les deux courants théoriques et politiques principaux (chacun d'eux divisé en plusieurs sous-courants) qui s'opposèrent dans la conjoncture en question étaient, l'un, soumis à des urgences extrêmement contraignants, l'autre, trop borné ou trop réticent pour élaborer une théorie de sa propre pratique – seule exception, le dernier texte de Rosa Luxembourg, *L'ordre règne à Berlin*. Par contre, nombreuses y furent les réflexions et les bilans après-coup (je ne nommerai ici que Lukács et Benjamin) ; mais encore plus important est le constat que, en un sens, les discours théoriques décisifs avaient été déjà mis en place pendant la guerre : je me réfère à Lénine (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) et à Rosa Luxembourg (les *Spartakus-Briefe*, la brochure sur la crise de la social-démocratie).

Or, ce que ces discours théoriques nous indiquent est le contenu essentiel de la conjoncture *en tant qu'elle marque un tournant décisif dans l'histoire du mouvement communiste et socialiste (MCS)* – en entendant par là le mouvement né de la fusion entre la théorie de Marx et les organisations du mouvement ouvrier<sup>1</sup> – et ce tournant concerne plusieurs aspects, que nous aborderons séparément. D'abord, la conjoncture dont nous parlons aujourd'hui scelle la conclusion (catastrophique) de la première phase de l'époque post-Commune du MCS, une phase qui a été marquée de façon décisive par la fonction de guide et de modèle à la fois sur le plan théorique et pratique exercée par la social-démocratie allemande. D'où la portée extraordinaire des événements qui se déclenchent en Allemagne suite à l'éclatement de la guerre mondiale : la guerre jette une lumière on ne peut plus crue et impitoyable, non seulement ni principalement sur la « trahison » des sociaux-démocrates convertis au nationalisme, mais surtout sur la faillite de la forme d'existence que le MCS dans ses tendances majoritaires s'était donné après l'échec de 1871 – je veux dire, la forme du Parti politique moderne en tant qu'organe de la machine parlementaire et éventuellement gouvernementale, et par conséquent en tant qu'*appareil d'Etat*.

La question de l'Etat est évidemment décisive dans toute l'affaire. La Commune avait été déclarée « la forme politique » de la dictature du prolétariat elle-même. En élevant au statut de paradigme la Commune, Marx critiquait par-là même l'Etat bourgeois en tant qu'appareil séparé, et l'idée de la politique comme fonction spécialisée d'une strate sociale de professionnels de l'agir politique, voire « politicien ». De ce point de vue, la « généralisabilité » de la Commune était affirmée sans équivoque. A ceci près que la Commune avait été écrasée par l'appareil étatique bourgeois : la Commune est donc un paradigme, mais un paradigme dont la valeur reste problématique. A vouloir généraliser la Commune telle quelle, on risque de généraliser les conditions d'un échec permanent. D'où l'exigence que le paradigme *transige* avec certains réquisits supplémentaires par rapport à la simple exemplarité vis-à-vis de l'hypothèse communiste. Autrement dit, le destin de la Commune montre qu'il faut que l'axiomatique régissant les pratiques politiques du MCS incorpore la question du pouvoir, mieux : la question des conditions auxquelles il devient possible de faire face victorieusement au pouvoir d'Etat. Dès lors, le pouvoir étatique, et par conséquent l'Etat en tant que *forme* politique, devient après la Commune une sorte de référentiel extérieur, mais obligé et incontournable, de toute détermination des pratiques politiques du MCS. Que faire avec l'Etat ? Comment s'y rapporter ?

---

<sup>1</sup> Nous suivons A. Badiou en affirmant que cette fusion a eu lieu sous la condition de ce qu'il appelle « l'hypothèse communiste » – donc, le MCS est définissable comme le lieu où, à l'époque moderne, des pratiques théoriques et politiques ont été déployées ayant en vue les conditions de réalisation de cette hypothèse.

On connaît la réponse de Lénine, qui va devenir celle du Mouvement *communiste* proprement dit : il faut *briser* la machine de l'Etat bourgeois, et lui substituer un demi-Etat, l'Etat de dictature du prolétariat, dont il faudra par la suite veiller à ce qu'il dépérisse. Tout le problème étant *comment* faire dépérir un pouvoir étatique qui, du fait de s'être mis en place par une prise de pouvoir, a du développer un appareil au moins comparable à celui qui a été brisé. Que faire alors si cet Etat post-révolutionnaire *n'arrive pas à dépérir* ? Je dis bien : il n'y arrive pas ; il n'est pas question ici d'invoquer une quelconque « trahison » par une « bureaucratie » diabolisée. Bien entendu, des rapports de pouvoir, des inégalités, des formes d'oppression et d'exploitation se forment à l'intérieur de l'Etat post-révolutionnaire, et en s'appuyant sur lui. Mais le problème est justement que les tentatives d'amorcer le dépérissement de cet Etat échouent – dans l'URSS d'après la guerre civile tout comme en Chine entre 1966 et 1976. On assiste là à une impossibilité, dont la prise d'acte entraîne souvent des paroxysmes de violence, et tout cela à cause du fait que ce qui était censé dépérir, se renforce au contraire et se stabilise, *sans parvenir pourtant à effacer complètement la tendance opposée, visant la désarticulation de la forme étatique de la politique*. Par là, on voit bien que la question n'est pas si simple à résoudre en invoquant une bureaucratie qui... bureaucratiserait la révolution. Le problème est justement que l'Etat post-révolutionnaire persiste à exister tout en incorporant comme la trace de l'échec que cette persistance implique, la trace d'une tendance inconsciente à *vouloir dépérir*. Il ne saurait être question d'opposer cette bureaucratie spontanément contre-révolutionnaire, et donc responsable unique de la persistance de l'Etat, aux masses spontanément révolutionnaires, donc protagonistes de toute tentative d'entamer le dépérissement : bien sûr, des classes dominantes se forment dans et par le pouvoir étatique d'après la prise du pouvoir, et elles défendent leurs privilèges<sup>2</sup>. Mais ce qui est frappant est que *toute classe, tout niveau, toute instance de la société post-révolutionnaire est traversée par l'affrontement de ces deux tendances*. Car il faut bien que la dictature du prolétariat s'instaure et qu'elle résiste aux ennemis ; mais à quoi bon de l'instaurer si ce n'est pas pour déclencher la dynamique du dépérissement ? Comme cette contradiction est intrinsèque à la détermination léninienne de la forme d'existence de l'hypothèse communiste – en tant que référée à la confrontation au pouvoir étatique – personne n'a jamais réussi à la maîtriser : y compris les groupes sociaux qui en ont profité. Elle est inscrite dans les dispositifs organisationnels que le MCS s'est donné, dans les concepts et les discours par lesquels il a cherché de (se) rendre intelligibles ses propres pratiques, et enfin dans les formes de subjectivation correspondantes à ces dispositifs, concepts et discours : le MCS sous condition de la détermination léninienne interpelle les individus en sujets clivés par la contradiction entre la persistance et le dépérissement du pouvoir d'Etat<sup>3</sup>.

Mais *avant* la solution léninienne au dilemme légué par la Commune – solution qui, théorisée en 1902, ne deviendra opérante qu'en 1917 – la Social-démocratie en avait fourni une autre. Il s'agissait, dans ce cas-là, de *renoncer à la confrontation avec l'Etat bourgeois pour devenir un de ses appareils*, en l'acceptant comme terrain exclusif de l'action politique du MCS. L'émancipation des travailleurs et de toute l'humanité passerait alors par l'élargissement de l'influence de cet appareil au sein de l'Etat, mais toujours dans le cadre établi par celui-ci. Cette stratégie présuppose évidemment l'existence de l'Etat, qui devient littéralement la raison d'être des organisations du MCS qui sont devenues ses appareils. Là aussi, le dépérissement devient impossible : la nécessité de sauvegarder l'existence de l'Etat en tant que cadre obligé de toute politique du MCS entraîne une identification croissante des organisations à l'Etat, dans la mesure où celles-là voient en celui-ci la seule condition de leur existence comme organisations. L'identification à l'Etat implique logiquement l'incapacité de s'en démarquer lors de l'éclatement

<sup>2</sup> Je renvoie à cet égard au texte *Autour d'Althusser. De la crise du marxisme à la critique de l'Etat*, prononcé dans le Séminaire du GRM en février 2008 (cfr. [www.europphilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini\\_Althusser.pdf](http://www.europphilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Cavazzini_Althusser.pdf)).

<sup>3</sup> Ce qui veut dire aussi: cette contradiction n'est pas une simple question d'idées qui parviendraient à « déterminer l'être ». Il s'agit ici de la mise en place d'une multiplicité d'appareils porteurs d'une logique structurale et de formes de subjectivité correspondante. On ne peut pas (trop facilement) se subjectiver d'une façon cohérente avec la prise du pouvoir étatique et d'une autre qui opérerait le dépérissement de ce même pouvoir...

de la guerre mondiale. Mais c'est justement cette guerre qui va mettre en crise la solution social-démocratique au problème de l'Etat : non seulement parce qu'elle va devenir l'appareil d'un Etat impérialiste et agressif, et non plus celui d'un Etat intégrant progressivement les classes laborieuses dans son système de droits politiques ; mais surtout parce que la militarisation de l'Etat (qui, en Allemagne, va devenir une véritable dictature militaire au cours de la guerre), le dévoilement de sa nature impérialiste, l'essor du discours nationaliste, et finalement les craquements de la machine étatique à cause de l'effort militaire, vont jeter une lumière beaucoup plus crue qu'auparavant sur le système étatique du *Reich*, en (re)mettant par là à l'ordre du jour l'option de « briser » cette même machine étatique. Mise à l'ordre du jour à laquelle contribue bien entendu une autre composante de cette conjoncture : la Révolution d'Octobre.

La social-démocratie allemande sera le paradigme de cette solution au problème de l'Etat. Dès la fondation de la Seconde Internationale jusqu'au vote des crédits de guerre, la social-démocratie allemande verra son pouvoir au sein du Reich croître de plus en plus, justement en tant qu'appareil de l'Etat, progressivement intégré au système parlementaire, aux gouvernements locaux, et finalement, lors de la conjoncture de la guerre mondiale et de la défaite allemande, aux responsabilités gouvernementales. Lorsque les *Junkers* et les chefs de l'Armée permettront enfin à Friedrich Ebert et à Philipp Scheidemann d'accéder aux fonctions gouvernementales – essentiellement pour décharger sur la social-démocratie la responsabilité de l'armistice – le Parti Social-démocrate « majoritaire » sera déjà un appareil politique très puissant, contrôlant des nombreux moyens de communication, des entreprises coopératives, et dirigé par une classe politique professionnelle habile et sans scrupules. Son identification à l'Etat est complète.

Il importe aux plus haut degré de lire dans les textes le *discours* que cet appareil tient sur lui-même et sur ses pratiques – un discours qui n'est plus, bien entendu, *marxiste* (mais qu'est-ce que cela peut vouloir dire, lorsque le gardien de l'orthodoxie marxiste, Karl Kautsky, cautionnera lui aussi la parlementarisation du MCS ?), mais qui représente sans doute un *destin* parmi d'autres tant du mouvement socialiste que de la formation théorique d'origine marxiste dont il s'autorise ; et ce discours n'a jamais été plus limpide que dans les semaines précédant la révolution de novembre 1918, lors de l'entrée de Fr. Ebert et Ph. Scheidemann dans le gouvernement : « En peu de jours la situation politique intérieure du Reich a subi un bouleversement profond, dont de larges couches du peuple ne mesurent pas encore pleinement toute l'importance. L'Allemagne s'est engagée sur la voie qui mène de l'Etat autocratique [*Obrigkeitsstaat*] à l'Etat populaire [*Volksstaat*]. En Prusse, le suffrage égal est assuré et ceci représente le premier pas, un pas décisif vers l'abolition de la domination des Junkers. Dans les autres Etats du Reich aussi, les masses populaires bougent ; elles veulent éliminer les obstacles qui entravent la libre et authentique manifestation de la volonté populaire. La loi suprême, c'est la volonté du peuple, tel est le mot d'ordre qui doit très vite devenir et demeurer le leitmotiv de l'action gouvernementale »<sup>4</sup>. Le langage tenu est d'une très grande clarté : le principe fondamental de l'orientation politique social-démocrate est la « volonté libre du

---

<sup>4</sup> Appel de la fraction sociale-démocrate «majoritaire» dans leur journal, le *Vorwärts*, du 17 octobre 1918 (recueilli dans Gilbert Badia, *Les Spartakistes* (19...), rééd. Aden, Paris, 2008, p. 37. A ce livre nous renvoyons pour l'encadrement historique, chronologique et événementiel. Les Majoritaires constituaient l'aile droite de la social-démocratie allemande, opérant pour une évolution ouvertement gouvernementale de celle-ci, et qui parviendra à dominer seule le Parti : parmi leurs membres, ils comptent Ebert, le futur chancelier, Ph. Scheidemann, et Gustav Noske, l'organisateur de la répression qui déchaînera les Freikorps contre les insurgés ; les Indépendants – nés en 1917 d'une scission-expulsion à cause de l'opposition (tardive) aux crédits de guerre – sont des centristes : socialistes plus proches des idées et des pratiques du XIX siècle que du XXe, ils oscilleront entre un appui timide à la stratégie étatique et nationaliste des Majoritaires (ils voteront les crédits en 1914, et ne commenceront à s'abstenir ou à voter contre qu'au cours de la guerre) et une fidélité encore plus timide aux idéaux socialistes incarnés par les Spartakistes. En vérité, ils ne parviendront à accepter ni l'étatisme ouvert et la brutalité des sociaux-démocrates devenus « parti de l'ordre », ni la pratique révolutionnaires de Spartacus. Ils finiront par se diviser, et on les trouvera à côté tant du gouvernement que de la révolution. D'abord, Liebknecht, R. Luxembourg et Cl. Zetkin – leaders du mouvement spartakiste né en 1916 pour s'opposer à la guerre et au nationalisme des majoritaires – feront partie des Indépendants. Le parti communiste allemand – KPD Spartakusbund – sera fondé le premier janvier 1919 à partir de l'éclatement des Indépendants).

peuple » ; cette volonté s'exprime par le suffrage égal ; l'avènement du suffrage égal est (ou sera) l'aboutissement de la marche de l'histoire, voire il existe une tendance qui pousse en direction de l'épanouissement de la libre volonté du peuple ; la domination politique des Junkers, qui justement entrave l'établissement du suffrage égal, n'est qu'un obstacle à la tendance essentielle du processus historique, voire une déplorable survivance d'institutions anachronique et arriérées. D'où un refus d'autant plus radical et net de toute tentative de « briser l'appareil d'Etat » : « La rénovation intérieure de l'Allemagne ne saurait être le résultat (...) de la guerre civile : celle-ci ne ferait qu'ajouter aux flots de sang qui coulent sur le front, au malheur qui s'est abattu sur l'Allemagne, de nouveaux flots de sang et un malheur nouveau. Elle ne ferait qu'accroître la misère et la faim et exciter la rapacité conquérante de nos ennemis. Non ! Comme l'ont toujours déclaré les représentants autorisés du parti social-démocrate, c'est par le canal d'une transformation pacifique que nous voulons conduire progressivement notre système étatique à la démocratie et notre économie au socialisme. Nous sommes engagés sur la voie de la paix et de la démocratie. Toutes les manœuvres tendant à fomenter des *putsches* contrecarrent cette évolution et servent la contre-révolution. Au moment où l'on voit poindre l'aube de la paix et de la liberté, la classe ouvrière consciente, au front et à l'arrière, ne se laissera pas aller à des actes irréflechis qui ne profitent, en dernière analyse, qu'aux ennemis du peuple »<sup>5</sup>. Dans ces lignes – dont la rhétorique paternaliste, craintive et arrogante à la fois, annonce déjà celle de l'URSS des années 1950, ou du PCF et du PCI face aux expériences menées à leur gauche – tout est dit : l'histoire marche du bon côté, et elle a presque atteint le but de sa marche ; le socialisme (considéré comme une série de mesures économiques « sociales », voire étatiques, dont le cadre politique ne serait que la démocratie électorale) est le résultat d'une évolution dont on commence à percevoir l'aboutissement. En passant, on ne se privera pas de rappeler que telle est la position des « représentants autorisés » du parti : la volonté du peuple c'est bien, mais seuls ont droit à établir la bonne ligne politique les « représentants autorisés ». Autorisés – à quoi ? Et par qui ? Eh bien, évidemment ils sont autorisés *à dicter la ligne* en se fondant sur un diagnostic de la conjoncture (diagnostic simple : tout est bien, à l'exception près de quelques obstacles...), donc implicitement *à émettre un jugement sur la situation*. En même temps, ils sont autorisés *par la situation elle-même* : comme elle est définie par un progrès considérable, elle autorise les représentants du parti à la juger comme définie par un progrès considérable... Le constat que le progrès est en marche vient autoriser... l'autorité de ceux qui le déclarent, comme par hasard, en marche ! Logique circulaire (et inexpugnable) qui est celle de tout discours fondé sur la « tendance de l'histoire », sur sa marche triomphale qui autoriserait tel ou tel positionnement politique. Le geste même de s'autoriser, de soutenir ses propres actes par référence à un grand Autre incarnant le sens (le signifié et la direction) du processus historique, est le geste stalinien par excellence ; ses effets catastrophiques sont déjà visibles dans la social-démocratie (d'où ils migreront vers la troisième Internationale), lorsque – après les tueries des insurgés en 1919 – elle laissera la voie ouverte d'abord à la réaction puis au nazisme. Mais ce geste et cette logique sont aussi l'indice d'une fétichisation de l'appareil de parti, de sa division entre direction et exécution, de sa monopolisation du pouvoir décisionnel par les dirigeants, tous ces traits faisant du parti lui-même une structure à l'image et à la ressemblance de l'Etat.

Gilbert Badia a analysé quelques uns des caractères du parti social-démocrate lorsqu'il accède au pouvoir gouvernemental – d'abord, le « mythe du suffrage universel partagé par les sociaux-démocrates : « Le suffrage universel ne leur apportera-t-il pas la victoire, ne suffira-t-il pas à transformer l'Allemagne impériale en une Allemagne socialiste, telle qu'ils l'imaginent ? La plupart en sont persuadés. Sans doute faudrait-il remonter jusqu'aux premiers pas du mouvement ouvrier allemand, pour s'expliquer ces caractères de la social-démocratie allemande. Ferdinand Lassalle déjà mettait tous espoirs dans le suffrage universel. Déjà aussi, comme Ebert téléphonait au Grand Etat-Major, il rendait en secret visite à Bismarck et supputait la possibilité d'un socialisme

---

<sup>5</sup> G. Badia, cit. pp. 39-40.

prussien, d'un socialisme instauré par décrets impériaux. L'Etat est déjà le primat, le socialisme une de ses réalisations »<sup>6</sup>. Cet étatisme du mouvement ouvrier allemand ne deviendra pourtant la ligne majoritaire du MCS qu'à la fin du XIXe siècle, c'est-à-dire au cours de la période de calme et de réorganisation (tant pour le MCS que pour les Etats et le capitalisme européen) qui suit l'écrasement de la Commune. Au début du XXe siècle, et lors de l'éclatement de la Grande Guerre, ce sont les marxistes orthodoxes à avoir épousé un étatisme au vrai beaucoup moins velléitaire que celui de Lassalle : « Lorsque en 1918, Kautsky fera le procès du bolchevisme, il fera porter l'essentiel de ses attaques sur le concept de dictature du prolétariat en lui opposant la notion de démocratie et de suffrage universel. Le jeu du suffrage universel n'avait-il pas assuré avant la guerre, à chaque élection nouvelle, les progrès du parti ? N'était-on pas fondé à penser que son extension à la Prusse, si longtemps revendiquée et enfin obtenue, de pair avec la réalisation par la social-démocratie, parvenue au pouvoir, de réformes démocratiques (droit de vote aux femmes, journée de huit heures, reconnaissance du rôle des syndicats, abolition des séquelles des droits féodaux à la campagne) assureraient au parti, sans violence, grâce à la libre expression de la volonté populaire, la majorité absolue, donc légalement, la totalité du pouvoir ? »<sup>7</sup>. Ce qui démontre encore une fois que la social-démocratie ne conçoit *et* le pouvoir *et* la politique que dans les termes établis par la forme étatique. Il n'y a de politique possible que la politique définie et délimitée *par l'instance étatique*, se déroulant à l'intérieur des formes propres aux appareils de l'Etat. La marche de l'histoire donc ne fait que marquer les progrès de la social-démocratie dans son accès aux appareils d'Etat (qui est beaucoup plus l'étatisation de la social-démocratie que la démocratisation de l'Etat) : elle marque surtout les progrès dans *l'étatisation de la politique*, la réduction progressive de tout agir politique au référentiel étatique.

Un dernier aspect de ce processus se fait jour : l'étatisme et le mythe du progrès convergent dans l'adhésion au nationalisme allemand, voire aux visées impérialistes : « Les convictions d'un Ebert paraissent établies : il semble parfois faire passer les intérêts de l'Etat allemand avant tout programme social démocrate. Plus exactement, il pense que le programme social-démocrate, réduit à des réformes sociales et à l'introduction du suffrage universel, est réalisable sans ruptures violentes (...). Ces Majoritaires souhaitent une Allemagne démocratique, un Empire démocratisé, où soit aboli l'ostracisme qui frappait tout ce qui était socialiste. Ils ne sont pas imperméables à une certaine forme de nationalisme : l'Allemagne, grande nation démocratique, ne pourrait-elle être appelée à civiliser non seulement les Zoulous ou les Hereros, mais aussi à assurer la tutelle des populations polonaises ou baltes, considérées, à bien des égards, comme sous-développées ? Les accents de Noske au Reichstag, en 1917, ne trompent pas : "L'Allemagne n'est-elle pas depuis des décennies le pays du suffrage universel, égal et secret, le pays qui abrite la plus grande organisation ouvrière du monde, le pays où existent des coopératives ouvrières florissantes ? L'Allemagne a réalisé une politique sociale, grandement améliorable, certes, mais à laquelle nous ne saurions renoncer" (...) Ces hommes veulent améliorer ce que l'Empire a fait pour la plus grande gloire de l'Allemagne »<sup>8</sup>.

Si la marche de l'histoire conduit à l'Etat démocratique-socialisant, l'Allemagne, pays où cette forme étatique est à deux pas de sa pleine réalisation, est à la tête de la marche de l'histoire – hégélianisme vulgaire à la sauce évolutionniste. Mais, justement, l'Etat allemand est loin d'être un modèle de démocratie sociale : le petit schéma évolutionniste est perturbé par les transformations de l'Etat dans les conditions de l'impérialisme, de la guerre, des conflits déclenchés par la crise mondiale et la défaite militaire. L'identification de la social-démocratie à la politique étatique signifie par conséquent une caution sans réserves à l'égard de la répression brutale et des agressions impérialistes : les sociaux-démocrates, si soucieux de ne pas perturber par des éclats de violence l'évolution de l'Allemagne, « auront recours à la force pourtant, sans scrupule, impitoyablement,

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>7</sup> *Ibid.*, pp. 106-107.

<sup>8</sup> *Ibid.*, pp. 104-105.

mais c'est pour maintenir l'ordre. Car le respect de l'autorité, c'est le premier devoir du citoyen »<sup>9</sup>. D'ailleurs, ils n'ont pas attendu la « semaine sanglante » de 1919 pour développer les virtualités autoritaires de l'appareil du parti : « Convaincus de la toute-puissance de l'*organisation*, les dirigeants majoritaires ont toujours veillé à tenir bien en main l'*appareil* du parti. Systématiquement, mais en prenant toujours bien soin de respecter les formes, d'appliquer la lettre, sinon l'esprit, des statuts, ils ont, par exemple, tout au long de la guerre, évincé de leurs journaux les rédacteurs opposés à l'union sacrée et suspects de sympathie avec la gauche du parti »<sup>10</sup>. En effet, les sociaux-démocrates ne font qu'utiliser les moyens mis à leur disposition par l'étatisation du parti : à savoir, les pratiques de pouvoir intrinsèques à la structure d'un « appareil séparé ».

Qu'est-ce qui a rendu possible cette évolution de la social-démocratie ? La réponse classique est : l'action de la bourgeoisie, qui aurait infiltré le parti, et trahi les intérêts de la classe ouvrière. Réponse trop rapide et simpliste : encore faudrait-il expliquer pourquoi l'appareil du parti s'est avéré si apte à faire reproduire en son sein le pouvoir de la bourgeoisie. Bien sûr, la montée en puissance de la social-démocratie a été le vecteur de l'ascension sociale de nombreuses fractions de classes, de nombreux groupes sociaux, qui se trouvaient exclus du pouvoir dans le Reich prussien ; et, certes, l'essor des appareils politiques et syndicaux sociaux-démocrates a engendré une classe politique professionnelle porteuse d'intérêts et de privilèges spécifiques. Mais tout cela ne suffit pas à rendre raison de l'étatisation complète et irréversible de la social-démocratie, ni le fait que les appareils, les pratiques et les discours de celle-ci, loin de contrecarrer ces développements « bourgeois », en ont plutôt constitué le vecteur privilégié. Il faut alors poser la question à l'égard des « effets de parti », c'est-à-dire à l'égard de la (re)production de tendances à l'étatisation, à la division du travail, à l'inégalité, etc. dont l'appareil politique-syndical du MCS n'a eu cesse d'être le lieu tout au long de son histoire : bref, il faut rouvrir le questionnement d'Althusser lorsqu'il déclare le Parti Communiste un Appareil Idéologique d'Etat.

Mais le recours aux « effets d'appareil » est lui-même insuffisant. Il faut aussi tenir compte de ce qui, dans le discours théorique de Marx (et en général des « classiques »), a pu légitimer et soutenir ces effets : il faut donc déchiffrer les effets discursifs sur lesquels les effets d'appareil ont greffé leur efficacité. Dans le cas de la social-démocratie allemande, c'est bien le présupposé d'un certain discours « progressiste », présent dans les textes de Marx, qui permet la construction évolutionniste que l'on a retrouvé dans les discours des « Majoritaires ». Le mythe du Progrès, donc, et l'idée que la politique du MCS puisse et doive s'orienter sur la base des « lois » de l'histoire, du sens de sa marche. D'où une difficulté à penser le MCS (à *se penser*) comme pris dans un conflit dont on est une partie non-totale : le MCS se pense volontiers comme *pars totalis*, comme ce en quoi la marche de l'histoire s'exprime en totalité. Les actes et les décisions politiques perdent leur nature essentiellement conjoncturale, parfois hasardeuse, souvent expérimentale, toujours non-garantie : elles prétendraient plutôt s'autoriser d'un Savoir qui est au-delà des divisions en quoi l'histoire consiste. Ce qui veut dire aussi refouler *sa propre division*, c'est-à-dire l'impossibilité de maîtriser l'entièreté de ses propres conditions d'existence et d'action : la pratique politique – avec son caractère irréductiblement *fini* (à cause tant de la décision qui en établit les axiomes que de l'impensé structurant ses conditions d'existence) – serait transfigurée en *praxis*, horizon de transparence et d'auto-intelligibilité censé coïncider avec le noyau essentiel du processus historique total. D'où l'ambiguïté de la thèse du *Manifeste* selon laquelle les communistes ne seraient pas un parti parmi d'autres, mais la couche la plus avancée des mouvements qui luttent pour l'émancipation. Si, d'un côté, cette thèse indique l'universalité de la politique communiste, sa différence par rapport à toute revendication au nom d'intérêts particuliers, de l'autre elle suggère que les communistes ne sont pas partie prenante des conflits historiques, mais tout simplement les titulaires d'un savoir qui leur garantirait un regard en surplomb vis-à-vis de ces conflits. L'universalité est rabattue sur le fait de savoir se placer « du bon côté », c'est-à-dire là où il n'y a plus de division ni de partialité. Le MCS serait alors à l'abri des contradictions, et toute tentative

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 107.

d'y porter l'esprit de scission se ramènerait à l'aveuglement coupable des gens restés « du mauvais côté » – discours de la social-démocratie, avant d'être celui du stalinisme ; mais aussi discours qui peut se construire sur la base de ce qui reste chez Marx de la dialectique hégélienne de l'Histoire. Chez Hegel, en effet, la marche de l'Histoire aboutit à l'universalité de l'Etat, qui délégitime en tant que particularité inessentielle toute position – fût-elle uniquement une position dans la pensée – anti- ou extra-étatique. Or, l'universalité du MCS – qui n'est pas « un parti », mais uniquement la prise d'acte de la marche de l'histoire – semble être une caricature de l'universalité étatique, elle aussi prétendant être littéralement im-partiale et im-partielle, et à ce titre critiquée par le jeune Marx (mais justement afin d'établir la *vraie* universalité, promise pour l'étape successive du processus dialectique). Bref, si le MCS est le résultat de la rencontre entre la théorie marxienne et le mouvement ouvrier, il faut conclure que l'étatisation de la social-démocratie relève d'une articulation (rendue possible par la période de l'après-1871) entre des effets d'appareils spécifiques et des effets discursifs internes à l'efficacité de la dialectique hégélienne au sein de la pensée marxienne (ou marx-engelsienne)<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> Ce lien entre la fétichisation de l'appareil et une forme d'hégélianisme caricatural est au cœur de la problématique du Parti-conscience, dépositaire et aboutissement à la fois de la « mission historique » que la marche de l'histoire confie au prolétariat. Une analyse déjà ancienne (1979) menée par E. Balibar établissait un lien entre ces idéologèmes canonisés par Kautsky, la construction d'un pouvoir d'appareil, et les thèses du *Manifeste* : « Ainsi le *Manifeste du parti communiste* (...) par quoi échappe-t-il au positivisme d'une simple description et d'une simple critique de l'utopisme des organisations ouvrières des années 1840, sinon en les inscrivant dans un processus d'histoire universelle ? et en allant jusqu'à en faire implicitement les germes présents d'un avenir inéluctable, bref en développant une téléologie du parti : "Les communistes ne forment un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers (...). Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier (...). Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts *du mouvement dans sa totalité* (...). Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage *d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales* du mouvement prolétarien" (...). On ne saurait, aujourd'hui, réexaminer ces textes sans tenir compte que la tendance téléologique qu'ils comportent – et dont il faudra découvrir les causes dans les conditions initiales de la fusion du mouvement ouvrier et de la théorie marxiste – a directement facilité la constitution d'une conception *apologétique* du parti, qui a régné dans la IIe et la IIIe Internationale (...). C'est précisément pour avoir systématiquement exposé et inculqué cette conception que Kautsky est apparu (...) comme le marxiste orthodoxe par excellence. On se reportera ici notamment à la brochure sur *Les Trois Sources du marxisme* (1908) (...) : le parti politique, dont la social-démocratie allemande représentait le modèle, se présente comme *la forme supérieure* d'une ligne d'évolution qui conduit des organisations les plus "spontanées" (coopératives, associations de secours mutuel et d'éducation ouvrière) à la "conscience de classe" organisée (syndicats, parti). Or, cette forme supérieure est, comme telle, historiquement *définitive* (...) parce que, selon Kautsky, elle *résout toutes les contradictions* en son sein. Elle est définie comme "fusion" (le terme apparaît ici) ou "synthèse" universelle : 1) synthèse des sciences naturelles (*Naturwissenschaften*) et morales (*Geisteswissenschaften*) dans sa théorie ; 2) synthèse des acquisitions divergentes de la culture moderne (pensée économique anglaise, pensée politique française, pensée philosophique allemande...) ; 3) synthèse du mouvement ouvrier (spontané) et du socialisme ; 4) synthèse de la théorie et de la pratique en général. (...) Et s'il est vrai que les partis communistes se fondèrent, au lendemain de la "faillite de la IIe Internationale" et de la révolution d'Octobre, sur la rupture avec la stratégie politique parlementariste de la social-démocratie, ils n'en conservèrent pas moins au niveau théorique l'essentiel de ce modèle téléologique du "parti de la classe ouvrière" » (E. Balibar, « Etat, Parti, Ideologie », dans E. Balibar, C. Loporini, A. Tosel, *Marx et sa critique de la politique*, Maspéro, Paris, 1979, pp. 110-112). Ce texte touche au cœur de la problématique que l'on cherche ici à traiter ; malheureusement, le livre qui le contient est presque introuvable. Nous n'avons pu le consulter qu'après l'achèvement de ces lignes, et c'est pour cela que nous avons choisi de le citer longuement. Les problèmes que l'analyse de Balibar soulève mériteraient d'ailleurs une discussion approfondie. Selon les conclusions que Balibar tire de ses analyses, Marx aurait été incapable de produire le concept de « parti révolutionnaire » en tant que porteur d'une « *fonction d'analyse collective* de sa propre situation, des contradictions et de la "composition politique" du prolétariat. Seul le développement d'une telle conception pourrait finalement permettre de rompre définitivement avec la thèse du "parti-conscience", faire du parti non pas la forme sous laquelle la classe ouvrière *devient consciente* de sa mission historique, mais la forme sous laquelle elle *prend conscience* de sa place objective dans les rapports sociaux d'une conjoncture donnée » (*ibid.*, p. 153). Or, les apories concernant la fonction du parti pour Marx relèvent de la duplicité des « leçons de la Commune » : celle-ci a fourni, d'un côté, le paradigme d'une forme « de "gouvernement de la classe ouvrière" sans parti organisé, *a fortiori* sans parti dirigeant, ce qui fait à la fois sa faiblesse et sa portée historique ("autogouvernement" de la classe ouvrière dans ses organisations de masse) (pp. 151-152). Il s'agit très exactement du problème que l'on cherche ici de reconstruire et de formuler. Il faut pourtant remarquer que toute tentative de « laïciser » la forme-parti II- et III-internationaliste, de le ramener à la finitude d'un simple outil de coordination et

Mais cette articulation est elle aussi insuffisante pour comprendre la dialectique complexe de la social-démocratie. L'évolution social-démocrate du MCS pose un dernier problème : celui de son rapport aux masses prolétariennes. Franz Mehring, dans une lettre du 3 juin 1918 adressée aux bolcheviks, l'avoue : « Le plus triste, c'est que les masses témoignent au socialisme gouvernemental une faveur qui lui a permis de battre les sociaux-démocrates indépendants (...) dans trois consultations électorales »<sup>12</sup>. Gilbert Badia confirme que ce constat ne vaut pas que pour la conjoncture de la guerre : « Ce parti (...) a réussi à conserver le contact avec les masses (...) Les Majoritaires sont bien un parti de la classe ouvrière. Pour la majorité des ouvriers allemands, ils demeurent, même en novembre 1918, après quatre ans de politique d'union sacrée, un, voire *le* parti socialiste. On le voit bien lorsque Noske est envoyé à Kiel par le gouvernement du prince Max de Bade ; il réussit à se faire accepter par les marins révoltés et les ouvriers des chantiers navals. Il exerce en même temps le pouvoir d'Etat : il se substitue au gouverneur militaire de la ville. Cette double fonction est caractéristique, symbole de l'attitude des dirigeants sociaux-démocrates »<sup>13</sup>. Voilà donc la dernière question soulevée par le trajet de la social-démocratie : *le soutien dont elle continue à jouir de la part des ouvriers*. En fait, le consensus auprès des classes travailleuses ne commencera à s'affaiblir qu'après la semaine sanglante : avant les tueries de Berlin, ni l'union sacrée, ni l'étatisation, ni le nationalisme affiché, ne semblent avoir éloigné les masses populaires du parti socialiste. Un nouveau problème est alors ouvert : si l'appareil du parti a « trahi » la révolution, s'il s'engage sur la voie de l'étatisation en renonçant au socialisme et à l'internationalisme, on aurait pourtant quelques difficultés à lui opposer la vigilance, la droiture, voire le simple mécontentement des masses, de la classe ouvrière, en somme de la « base ».

Ces problèmes jumeaux – l'évolution de l'appareil du parti et la conduite des masses – sont abordés par les textes de ceux qui deviendront les Spartakistes dès 1916, lors de la parution des *Spartakus-Briefe* : manifestement, la critique à l'égard du parlementarisme et du nationalisme est beaucoup plus élaborée et efficace que la confrontation – de toute évidence douloureuse – avec l'insuffisance politique des masses. Néanmoins, les conséquences à l'égard de la social-démocratie que Rosa Luxemburg (dont il va être question dans les lignes qui suivent) tirera de la conjoncture ouverte par la guerre mondiale sont loin d'être évidentes : elles constituent un bilan du trajet de la social-démocratie qui aboutit à une mise en cause de toutes les tendances qui ont été jusqu'ici mises en évidence.

Dans les Lettres de Spartacus, R. Luxemburg prône une *rupture* radicale par rapport à la parlementarisation du parti, « qui ronge notre parti comme un cancer depuis des années »<sup>14</sup>, et par là elle appelle de ses vœux « une politique dont le centre de gravité se trouve hors du parlement, c'est-à-dire dans l'action des masses (...). Le rôle de l'autodétermination de l'opposition contre le courant du 4 août est au contraire de déplacer le lieu des décisions politiques, des chapelles parlementaires et autres "instances" vers la volonté lucide des masses et leur capacité d'action indépendante »<sup>15</sup>. C'est bien là l'enjeu de toute cette conjoncture : il s'agit de savoir *si* une politique non-parlementaire et non-étatique serait encore possible pour le MCS. D'où l'urgence de mettre à l'épreuve la *capacité politique autonome* des masses – capacité sans laquelle, en effet, la voie social-démocratique est la seule envisageable. Le pari d'une politique des masses en dehors des pratiques de l'appareil devient alors le pivot de l'action spartakiste, et de la critique à la social-démocratie – cette politique des masses vient soutenir les critiques à l'égard de l'appareil séparé qui

---

d'« analyse collective » (étrange syntagme dont les implications resteraient à explorer...), ont échoué, conduisant à des affrontements entre les partis traditionnels et les nouvelles formes politiques surgies au-delà de leurs confins et souvent en opposition à leur primat. L'échec de toute tentative d'auto-réforme de ces organisations politiques devrait d'ailleurs inspirer une réouverture du questionnement concernant la forme *disciplinaire* d'une politique d'émancipation possible.

<sup>12</sup> G. Badia, cit., p. 115.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>14</sup> R. Luxemburg, *Contre la guerre par la révolution. Lettres de Spartacus et tracts*, « Cahiers de Spartacus », Editions de la Tête des Feuilles, Paris, 1972, p. 25

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 26.



est devenu le parti : « Rien n'a encore été prévu pour une politique et une action qui soient réellement celles des masses. Les travailleurs ne doivent plus applaudir en chœur l'action d'une poignée de parlementaires, ils doivent se risquer maintenant sur la scène politique. On devra toujours et toujours répéter aux camarades : n'attendez le salut que de vous-mêmes. Ce n'est que lorsque vous oserez enfin déployer toute votre force dans des actions de masses hardies avec une énergie croissante, sans craindre les dangers ni les victimes, que vous réussirez à sauver le parti des Ebert-Scheidemann et à remporter de haute lutte la paix et la liberté sur le chaos de la bestialité impérialiste. Le sort en est jeté. Il faut franchir le Rubicon »<sup>16</sup>. Ce ne sont pas que des exigences de rhétorique qui motivent cette conclusion lapidaire, cet appel à une décision irrévocable : il s'agit, pour R. Luxembourg, d'opérer une rupture définitive, et *sur les principes*, avec la social-démocratie, ce qui implique une tâche titanesque, consistant à renverser les valeurs politiques qui ont dominé le MCS pendant plus d'une trentaine d'années. Il s'agit d'apprendre ou de réapprendre la capacité de penser la politique selon d'autres critères que ceux qui semblent avoir conduit la social-démocratie de victoire en victoire ; d'accepter que ces victoires n'étaient pas des victoires du prolétariat ni de la révolution ; de se convaincre que les succès électoraux, l'accès au gouvernement, la puissance de l'appareil, ne sont pas autant de synonymes de « socialisme » ; finalement, il faut mettre en question tout le système d'interpellations et d'identifications construit autour des effets d'appareil et des effets discursifs liés au mythe du progrès et de l'effacement pseudo-universaliste des contradictions – un système qui est profondément ancré dans les formes de subjectivation des militants du MCS, et qui soutient, malgré tout, les espoirs et les représentations des masses elles-mêmes. La portée de cette rupture – rendue inévitable par la « trahison » de 1914 – est bien exprimée par ce tract de 1916, intitulé *Soit l'un... soit l'autre* : « Le 4 août a sonné le glas de la social-démocratie allemande officielle et avec elle l'Internationale s'est lamentablement effondrée. Tout ce que depuis cinquante ans nous avons prêché au peuple, tout ce que nous avons déclaré être nos principes les plus sacrés, tout ce que nous avons sans fin répandu en discours, brochures, en journaux et en tracts, tout s'est révélé brusquement n'être que du vent. Le parti du combat de la classe prolétarienne internationale est devenu (...) un parti national-libéral, notre puissante organisation, dont nous étions fiers, s'est montrée complètement impuissante et les ennemis mortels et respectés de la société bourgeoise sont devenus l'instrument passif et à juste titre méprisé de notre ennemi mortel, la bourgeoisie impérialiste. Dans tous les pays la même chute du socialisme s'est à peu de chose près produite (...) Jamais l'histoire universelle n'a vu un parti politique faire aussi lamentablement banqueroute. Jamais un idéal aussi élevé n'a été honteusement trahi et ainsi traîné dans la boue ! Des milliers de prolétaires pourraient pleurer des larmes de sang, de honte et de fureur : tout ce qui leur était saint et cher est devenu la risée du monde entier. Des milliers de camarades brûlent de combler la brèche, de laver le parti de sa honte pour pouvoir porter sans rougir et le front haut le nom de social-démocrate. Mais chaque militant doit pour ce faire garder une chose présente à l'esprit : seule une politique unie, claire et décidée peut sauver le parti d'une chute aussi grande (...). Chacun doit maintenant se dire : soit l'un... soit l'autre »<sup>17</sup>.

R. Luxembourg est consciente du fait que, si aujourd'hui les pratiques politiques de la social-démocratie sont devenues critiquables ouvertement, si une scission est envisageable, ce n'est qu'à cause de la guerre, et non pas parce que les masses auraient décidé de se libérer du joug de l'appareil du parti ; ce n'est que la guerre qui a pu remettre en cause les formes traditionnelles de la politique du MCS : « L'action parlementaire de quelques douzaines de parlementaires est donc toujours la base de l'action, la politique, l'axe de la vie, le nombril du monde ; les masses n'en sont que le chœur qui dit oui – et plus rarement encore non. Comme si le destin de la guerre et de la paix pouvait aujourd'hui encore être tranché au parlement ! Comme si l'action des parlementaires sociaux-démocrates pouvait avoir un autre sens, un autre but que d'éclairer les masses sur le fait qu'elles n'ont rien à attendre du parlement et tout d'elles-mêmes ! Les parlementaires devraient les

<sup>16</sup> *Ibid.*, pp. 27-28.

<sup>17</sup> *Ibid.*, pp. 152-153.

secouer et les galvaniser dans ce sens par le mot et l'exemple ! »<sup>18</sup>. On voit très clairement dans ces lignes l'aporie à laquelle se trouve confrontée la gauche révolutionnaire dans la conjoncture allemande. D'un côté, R. Luxembourg affirme l'autonomie politique absolue des masses par rapport aux médiations du parti et du parlement, et critique l'appareil du parti à cause de l'expropriation de cette autonomie ; d'un autre côté, elle reconnaît que les masses sont passives face aux actions des parlementaires, qu'elles se laissent exproprier de leur auto-détermination politique sans trop bouger, même face au vote aux crédits de guerre. Donc, « les masses » – à la différence de l'appareil du parti – *n'existent pas réellement en tant que porteuses d'une politique en acte*. Elles ne sont qu'un référentiel, le site d'identification virtuelle d'une politique possible, non-étatique et non-représentative : une politique « à venir », si l'on veut, vers laquelle tendent les efforts des dissidents de gauche de la social-démocratie, vers laquelle doivent tendre les efforts de tout révolutionnaire internationaliste, mais qui n'existe pas ici et maintenant. La politique des masses qualifie les masses « en droit » ; mais les masses « en fait » restent soumises à leur représentants. Par conséquent, la rupture radicale dont parle « Spartakus » a lieu beaucoup plus entre deux systèmes d'axiomes définissant chacun une orientation politique qu'entre deux tendances réelles et constatables. L'autonomie des masses *in-existe* dans cette phase de la conjoncture – phase qu'on pourra définir comme un *monde* gouverné par les axiomes de la social-démocratie, et où, par conséquent, une politique non-étatique a un degré minimal d'existence<sup>19</sup>. Mais ce degré minimal est néanmoins en mesure de fonctionner comme site d'identification de l'ensemble des pratiques orientées vers la mise en place de cette politique *in-existante*.

Une dialectique tout à fait analogue concerne l'appel à *l'Internationale*. R. Luxembourg stigmatise les positions des sociaux-démocrates, majoritaires et indépendants, affirmant qu'« il serait déplacé de faire de l'Internationale socialiste le centre du mouvement ouvrier tout entier. Il serait déplacé de limiter la liberté des instances régionales du parti quant à leurs libres décisions sur le problème de la guerre, il serait déplacé et irréalisable de placer l'Internationale au-dessus du parti allemand et des autres partis. L'Internationale ne devrait être qu'un lien fédératif lâche qui laisserait aux partis ouvriers nationaux complètement indépendants une liberté de tactique en temps de paix comme en temps de guerre (...). Camarades ! C'est ici qu'est le nœud de toute la situation, la question vitale du mouvement ouvrier. Notre parti a reculé le 4 août comme les partis des autres pays parce que l'Internationale s'est révélée n'être que des mots vides et les décisions des congrès internationaux des mots d'ordre creux et impuissants »<sup>20</sup>. Mais les mesures pratiques proposées à cette fin semblent bien dérisoires : « Il faut éduquer les Allemands, les Français et tous les autres prolétaires qui ont un sens de classe dans l'idée que : *La fraternisation mondiale des ouvriers est mon devoir le plus saint et le plus haut sur cette terre, elle est mon étoile, mon idéal, ma patrie ; je préfère mourir plutôt qu'être infidèle à cet idéal* »<sup>21</sup>. Difficile d'exprimer avec plus de clarté la profonde *impuissance* de la gauche internationaliste face à une réalité empirique qui ne laisse aucune prise à l'instanciation dans le réel de son propre positionnement. Les masses, la classe ouvrière, se plient au chauvinisme et au parlementarisme, elles confirment leur soutien au socialisme gouvernemental et impérialiste ; du même coup, les principes d'orientation deviennent de plus en plus radicaux, formulés dans la pureté tranchante des déclarations axiomatiques : mais cette pureté n'est pas une démonstration de force – elle exhibe le vide dans lequel ces déclarations ont lieu. C'est pourquoi les formulations se multiplient s'adressant à une classe ouvrière presque entièrement virtualisée – une classe ouvrière qui est réduite au pur nom d'une politique non-étatique et internationaliste, voire la Classe Ouvrière telle qu'elle devrait être pour être en mesure d'incarner dans la réalité les principes dont elle est le site pur d'identification : « *La lutte de classes à l'intérieur de l'état bourgeois contre les classes dominantes et la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays sont deux règles essentielles et inséparables de la classe ouvrière dans*

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp. 25-26.

<sup>19</sup> Je renvoie pour les détails à A. Badiou, *Logiques des mondes*, Seuil, Paris, 2006.

<sup>20</sup> R. Luxembourg, cit. Pp. 161-162.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 162.

*son combat historique et mondial de libération. Il n'y a pas de socialisme hors de la solidarité internationale du prolétariat ni hors de la lutte de classes. Le prolétariat socialiste ne peut, ni en temps de paix, ni en temps de guerre renoncer à la lutte de classes et à la solidarité internationale sans aller au suicide. (...) L'action parlementaire, l'action syndicale et la totalité des activités du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à la lutte du prolétariat dans chaque pays contre la bourgeoisie nationale (...) et pousser au premier plan et renforcer la communauté internationale d'intérêts des prolétaires (...). C'est dans l'Internationale que réside le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat »<sup>22</sup>.*

Une logique presque identique est à l'œuvre dans le rapport entre les Spartakistes et les Conseils. Les Conseils – leurs existence et même leur nom – sont la démonstration que la base ouvrière de la social-démocratie n'est pas immédiatement homogène aux visées de sa direction politique et syndicale. Si les Majoritaires « ne tarderont pas (...) à voir dans le bolchevisme "un nouveau tsarisme" (...) "asiatique", "réactionnaire" et "impérialiste" »<sup>23</sup>, et si Kautsky affirme que « à part une poignée de fanatiques sectaires, l'ensemble du prolétariat allemand comme l'ensemble du prolétariat international est attaché au principe de la démocratie universelle »<sup>24</sup>, il n'y a guère que les Spartakistes qui « s'efforcent de populariser la révolution russe et préconisent d'imiter en Allemagne l'exemple des Soviets »<sup>25</sup>, et les masses ouvrières, quant à elles, « semblent avoir eu moins de prévention que la plupart de leurs dirigeants politiques contre l'expérience soviétique. Sinon, on ne s'expliquerait pas comment a pu se répandre en Allemagne l'idée de constituer, à l'exemple des Russes, des Soviets, ces *Räte*, ces Conseils d'ouvriers et de soldats qui se formeront partout, dans les usines et les unités militaires, pendant les dernières semaines de l'Empire et les premiers jours de la Révolution. Il est vrai que le rôle de ces Conseils différera souvent de celui des Soviets. Il n'en reste pas moins qu'A. Rosenberg a raison de noter qu'aux premiers jours de la Révolution de novembre [1918] "Les soldats et les marins rebelles suivaient le modèle de révolution russe vue de l'extérieur : en chassant leurs officiers et l'Empereur, en proclamant la toute-puissance des Conseils d'ouvriers et de soldats, ils faisaient un peu de bolchevisme" »<sup>26</sup>. D'où un autre clivage majeur qui va diviser les sociaux-démocrates des Spartakistes, un clivage concernant le statut *politique* des Soviets, de leur *pouvoir*. Novembre 1918, et la formation des Conseils dans tout l'Empire allemand, marque un tournant dans le rapport des déclarations spartakistes à la réalité des masses : « En août, les tracts spartakistes sont pleins d'amertume contre la passivité des ouvriers et surtout des soldats allemands qui "pataugent dans le sang des peuples" »<sup>27</sup>. Quelques mois après, l'Allemagne est en révolution : les masses semblent bien s'être réveillées et avoir dépassé de loin les limites que les socialistes gouvernementaux voulaient poser à la crise politique. Dès premiers signes de craquements des structures impériales, les Spartakistes appellent immédiatement à l'insurrection et à la substitution des pouvoirs traditionnels par les Conseils : « Pour la classe ouvrière allemande le problème est clair et son action lui est tracée sans équivoque. Nous devons utiliser le moment favorable. Il s'agit de mettre à profit les difficultés extérieures de nos exploités et de nos oppresseurs pour renverser les classes dominantes et leur substituer la domination de la classe ouvrière allemande. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de cette mer de sang et de misère où nous pataugeons (...). Il faut s'organiser dans les entreprises et les unités militaires, au front comme à l'arrière. Il s'agit d'appuyer par tous les moyens, les mutineries

<sup>22</sup> *Ibid.*, pp. 169-170.

<sup>23</sup> G. Badia, cit., p. 24. Dans la détestation des bolcheviks et de la Russie par les sociaux-démocrates on peut reconnaître un mixte de mythe du progrès (la Russie serait le pays de l'arriération économique et civile) et de chauvinisme impérialiste germanique, les visées d'expansion territoriales à Est du Reich allemand s'étant depuis toujours représentées elles-mêmes comme légitimées par le rôle de dernier rempart que l'Allemagne aurait joué vis-à-vis de la barbarie despotique des hordes asiatiques. On sait que ces thèmes idéologiques étaient promis à un bel avenir chez les nazis.

<sup>24</sup> *Ibidem.*

<sup>25</sup> *Ibidem.*

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 32.

spontanées qui éclatent dans les rangs des soldats, de les faire aboutir à une révolte armée, d'élargir cette révolte en une lutte qui assure la totalité du pouvoir aux ouvriers et aux soldats »<sup>28</sup>. Dans la *Rote Fahne* (le journal spartakiste dont le premier numéro paraît le 9 novembre 1918), la question du pouvoir des Conseils est ouvertement indiquée comme le *point* de division maximale entre les socialistes gouvernementaux et les Spartakistes : « Le drapeau rouge flotte sur Berlin. Cette fois-ci, ce ne sont pas les ouvriers de Berlin qui ont déclenché les premiers la révolution. Mais ils font la promesse d'aller jusqu'au bout dans la réalisation du programme communiste-révolutionnaire. L'abdication d'un ou deux Hohenzollern ne signifie rien. Et la présence de deux ou trois socialistes gouvernementaux signifie moins que rien ! » ; parmi les revendications avancées par ce texte, de toute première importance sont les suivantes : « Prise en charge de tous les pouvoirs civils et militaires par des hommes de confiance du Conseil d'ouvriers et de soldats (...). Remise aux délégués des Conseils d'ouvriers et de soldats de tous les bâtiments militaires et des usines d'armement (...). Remise également de tous les moyens de transport, des usines et des banques (...). Dissolution du Reichstag et de toutes les diètes (...). Mise à pied du Chancelier, de tous les ministres et secrétaires d'Etat, ainsi que de tous les fonctionnaires qui ne se mettent au service du peuple socialiste. Leur remplacement par des représentants des ouvriers (...). Election, dans toute l'Allemagne, de Conseils d'ouvriers et de soldats, sur lesquels reposera exclusivement le pouvoir législatif, exécutif, l'administration de toutes les installations sociales, des banques et tous autres biens publics. A l'élection de ces Conseils prend part tout le peuple travailleur adulte, à la ville comme à la campagne, sans distinction de sexe (...). Prise de contact immédiate avec les partis frères socialistes des autres pays (...). Camarades ! La réalisation de ces revendications marquera notre entrée dans un monde neuf. Soutenez-les ! Le pouvoir est entre vos mains ! »<sup>29</sup>. Le point qui divise définitivement la social-démocratie est bien la question des Conseils : organes du pouvoir révolutionnaire, donc entité politique à part entière, pour les Spartakistes, ils doivent uniquement mener à l'élection d'une Assemblée Constituante pour les majoritaires et, avec les oscillations habituelles, pour les Indépendants. ceux-ci s'accorderont avec les Majoritaires sur la convocation d'un Congrès national des conseils qui devra discuter de l'Assemblée Constituante et du destin des Conseils eux-mêmes. Je renvoie au livre de G. Badia pour les détails du processus au cours duquel les Conseils, en fait dominés par les Majoritaires (auxquels les Indépendants ne seront pas capables de s'opposer réellement), se suicideront politiquement en refusant d'assumer le pouvoir et d'être remplacés par une Assemblée nationale : « En novembre et décembre [1918] on discute ferme de la structure des nouveaux pouvoirs. En fait, le litige majeur porte dès le début sur la place et le rôle de ces Conseils qui sont, en fin de compte, une des créations les plus marquantes de la révolution. Faut-il donner *tout le pouvoir aux Conseils*, faut-il au contraire les considérer comme des organismes provisoires, transitoires ? Dès le 16 novembre (...) Däumig a posé le problème en des termes d'une netteté parfaite : "Le 9. 11. l'ancien système gouvernemental s'est effondré, qui se composait de la monarchie et des assemblées législatives (...) A sa place doit être instauré le système des Conseils d'ouvriers et de soldats (...) Le pouvoir exécutif et législatif doit être exercé par les Conseils. Le gouvernement doit nous être subordonné (...) Il faut bien comprendre ce que cela signifie. Si notre Comité se prononce pour la convocation d'une Assemblée nationale, alors c'est signer notre arrêt de mort. L'activité des Conseils ne sera que provisoire (...) La République prolétarienne ne saurait l'emporter. La bourgeoisie entrerait en force dans le nouveau gouvernement (...) La République démocratique bourgeoise s'attacherait à maintenir l'économie capitaliste". Il est difficile de ne pas être frappé par la clairvoyance de ces paroles de Däumig. Pourtant il ne fut pas suivi. Lorsqu'on passa au vote sur la proposition Däumig, qui écartait l'idée de l'Assemblée constituante et prévoyait de faire des Conseils la base du nouveau régime, elle fut repoussée »<sup>30</sup>. D'une très grande clarté est aussi la position des Majoritaires face aux Conseils : « Pour l'auteur de l'article [du *Vorwärts* du 16 décembre 1918] les Conseils ne méritent pas de survivre. Ils n'ont bien

<sup>28</sup> *Ibid.*, pp. 35-36.

<sup>29</sup> *Ibid.*, pp. 82-83.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 182-183.

fonctionné que lorsqu'il étaient dirigés par des militants expérimentés (entendez des Majoritaires) : "Ces organismes auxiliaires, ces organismes de transition de la révolution, composés d'ouvriers et de soldats, ont sans doute une fonction irremplaçable, mais l'image qu'ils nous donnent n'est pas sans comporter des taches. Sans vouloir flatter quelque parti que ce soit, on peut dire que les Conseils ont parfaitement travaillé, là où ils étaient composés de praticiens expérimentés du mouvement ouvrier et que de vilains dégâts n'ont été commis que là où une masse inorganisée a jeté par-dessus bord les chefs éprouvés" »<sup>31</sup>. Cette apologie du primat de l'appareil de parti – qui anticipe la rhétorique paternaliste et méprisante des PC français et italien confrontés à la radicalisation politique des masses dans les années soixante et soixante-dix – se soutient également d'une apologie du suffrage universel et du parlementarisme (sur lequel les anciens Cominternistes seront beaucoup plus ambigus que les sociaux-démocrates allemands) : « Les élections dont [le Congrès des Conseils] est issu n'ont malheureusement pas eu lieu au suffrage universel, égal, direct (...) Le peuple, qu'emplit le sentiment de la démocratie, ne souhaite pas que de telles élections se reproduisent (...) Le problème (...) : Assemblée nationale ou Système de Conseils aura déjà été éclairci avant même que d'être discuté. Pour la social-démocratie, l'alternative ne se pose pas : elle considère qu'il y va de son devoir le plus sacré de donner au peuple tout entier (...) le droit démocratique à l'auto-détermination, donc de procéder à l'élection de l'Assemblée nationale (...) Mais jusqu'à cette date, la direction du Reich, qui jouit de la confiance populaire, doit avoir les coudées franches. On ne peut pas tolérer que des para-gouvernements discréditent la cause du socialisme »<sup>32</sup>.

On voit très bien que les trois axes de division entre Majoritaires et Spartakistes (action des masses vs. parlementarisme, Internationale vs. nationalisme, Conseil vs. appareil de parti et Etat bourgeois) constituent autant de *points* – pour reprendre le mot d'A. Badiou – dont le traitement ne tolère aucun compromis, sur lesquels il ne faut à aucun prix céder si l'on veut sauvegarder l'orientation communiste (raison pour laquelle les Indépendants se scinderont après des innombrables oscillations, faute d'être capables de tenir un point jusqu'à ses conséquences nécessaires). Tous ces points concernent un seul clivage majeur : *qui* est le porteur de l'initiative politique ? Mieux : qui doit être tenu pour le porteur de cette initiative – ou encore : *quel lieu* doit être considéré comme site politique exclusif et éminent – afin que cette politique corresponde à l'hypothèse communiste ? Les Spartakistes (et, du côté opposé, les sociaux-démocrates majoritaires) tirent les nécessaires conséquences de leurs façons respectives de traiter ce point. Mais il semblerait qu'ils le fassent en se disjoignant, en tant qu'avant-garde porteuse de cette décision politique, des organisations des masses, qui, elles, s'avèrent beaucoup moins à la hauteur du point à traiter. Sans vouloir atténuer la nature démesurément méprisante des propos sociaux-démocrates, force est de constater que l'argument concernant le manque d'autonomie politique des Conseils semblerait bien correspondre à la réalité : « Le 18 décembre le Congrès adopta sans débat le texte suivant qui anticipait la solution du problème (...) : "Le Congrès national des Conseils d'Ouvriers et Soldats d'Allemagne, qui représente la totalité du pouvoir politique, transfère le pouvoir législatif et exécutif au Conseil des Commissaires du Peuple, en attendant que l'Assemblée nationale décide d'une nouvelle réglementation" »<sup>33</sup>. Les Commissaires du peuple étant sous le contrôle des hommes d'appareil sociaux-démocrates, on peut bien dire que les Conseils acceptent par cette déclaration de se nier comme site de détermination politique en faveur à la fois de l'appareil de parti et de l'Etat bourgeois : la Révolution se suicide en rentrant dans le rang, c'est-à-dire en supprimant l'invention d'une instance politique nouvelle, externe à l'Etat et aux pratiques du parlementarisme. Du même coup, l'affirmation des principes à la base de cette invention se trouve rabattue au statut d'une pure déclaration, privée de ce lien entre l'orientation et la réalité en acte constituée par les Conseils. Les masses ne sont pas insensibles aux mots d'ordre de l'agitation spartakistes, ni leurs positions ne sont réductibles sans plus à une pure passivité face aux routiers

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 185.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 189.

cyniques du parti social-démocrate. Néanmoins, elles n'arriveront jamais à franchir le seuil qui les aurait constituées en pôle politique opposé à l'Etat et aux dirigeants Majoritaires, qui aurait fait d'elle une instance politique à part entière, autonome et extra-étatique.

Lorsque les provocations gouvernementales entraîneront les révolutionnaires dans une lutte perdue à l'avance, et que les *Freikorps*, déchaînés par une sociale-démocratie pour une fois fort peu soucieuse des règles, auront écrasé les insurgés par un bain de sang, Rosa Luxembourg esquissera un bilan des insuffisances de l'action révolutionnaire en Allemagne, en renouant par là avec la ligne qui avait été la sienne au moins dès le début de la guerre, lors de la crise de la Social-démocratie : « Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des "victoires" ; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple (...) il faut étudier dans quelles conditions la défaite [de la révolution] s'est produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ? (...) Comment juger la défaite de ce qu'on appelle la "semaine spartakiste" ? Provient-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ? De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises, et l'irrésolution, les hésitations, les atermoiements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode. La direction a été défaillante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution »<sup>34</sup>. Ces lignes de R. Luxembourg, apparemment en continuité avec les positions qu'on lui associe habituellement, sont en réalité marquées par une très grande ambiguïté : les masses sont l'élément décisif, bien sûr, et en plus elles sont innocentées vis-à-vis de l'échec de la révolution. Mais ce même échec, imputé à une direction défaillante, suggère que l'action d'une direction a un poids sur le plan de l'organisation et de l'orientation qu'on ne saurait réduire à une simple fonction d'« éveil » de la conscience critique, ou de porte-parole d'une volonté et d'une capacité politiques caractérisant d'emblée les masses : la volonté et la capacité politiques *ne sont pas spontanées* chez les masses ; celles-ci peuvent les exhiber uniquement à partir de l'action structurée et structurante d'une organisation quelconque : ce que l'on appelle « spontanéité » révolutionnaire des masses est en effet le *résultat* d'une pratique politique qui, tout en s'inscrivant dans la réalité immédiate des ouvriers et des classes populaires, n'en constitue pas un développement « naturel ». Afin que les masses puissent réellement se constituer en instance politique en se donnant une forme d'existence politique en mesure de *durer* face au pouvoir d'Etat et à l'emprise des appareils politiques et syndicaux, il faut qu'un agencement de pratiques politiques se forme – des pratiques que le devenir social et historique ne produit nullement avec la nécessité d'une loi naturelle (classique). Si la défaite est imputable à une direction défaillante, cela signifie qu'une direction politique est essentielle à la révolution. Mais alors l'orientation politique axée sur l'hypothèse communiste et ses conditions de réalisations risquent de se trouver irrémédiablement dissociées. D'où l'intérêt d'un éloge paradoxal de R. Luxembourg que prononcera G. Lukács en 1921 : « Rosa Luxemburg n'était pas seulement un martyr de la révolution prolétarienne ; toute sa vie était un grand combat pour que le prolétariat devienne révolutionnaire, pour que la juste prise de conscience de la situation de la lutte de classe, obscurcie consciemment ou inconsciemment aux yeux de la classe ouvrière par les opportunistes sociaux-démocrates, soit introduite dans la conscience du prolétariat : pour que la conscience de classe ainsi développée se transforme en action révolutionnaire »<sup>35</sup>. Lukács envisage

<sup>34</sup> R. Luxembourg, « L'ordre règne à Berlin », dans G. Badia, cit., p. 263.

<sup>35</sup> G. Lukács, *Préface à « Grève de masses » de R. Luxembourg*, dans M. Löwy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, Puf, Paris, 1976, p. 313.

la pratique politique comme une lutte entre des lignes opposées dont le prolétariat est à la fois le terrain et l'enjeu : « Les opportunistes, en mettant au premier rang leurs propres intérêts myopes et trompeurs, ont empoisonné durant des décades les réflexions et les sentiments de la classe ouvrière. Ils l'ont habituée à ne pas regarder les événements du point de vue des *intérêts de classe généraux* du prolétariat, mais que chacun se soucie tout d'abord de ses *intérêts personnels, i. e. ceux qui touchent au métier ou à l'usine dans un sens restreint* »<sup>36</sup>. Lukács touche ici au caractère structurellement *divisé* du prolétariat : porteur d'une stratégie révolutionnaire *et* intégré aux programmes réformistes ; sujet de l'action politique *et* titulaire d'intérêts économiques particulier ; foyer d'antagonisme systémique *et* composante des rapports de production capitalistes – ces antinomies accompagneront une grande partie de l'histoire successive du marxisme, au moins jusqu'à l'opéraisme italien. Chez Lukács, lesdites antinomies se concentrent dans une formule frappante : le « vrais sens du marxisme » consisterait à travailler « *pour la révolutionnarisation du prolétariat* »<sup>37</sup>, à mener une action pour réduire cette division du prolétariat d'avec soi-même et le ramener à l'identité accomplie de perspective politique et réalité sociale. En même temps, Lukács prend soin d'affirmer que le véritable sujet de la politique d'émancipation est la classe ouvrière elle-même – sa critique au primat social-démocrate de l'organisation, du Parti, pourrait valoir également pour le léninisme orthodoxe : « Selon la conception ancienne de la social-démocratie, l'organisation est une *prémisse* de la révolution : on peut penser à la révolution seulement quand la classe ouvrière est déjà organisée de telle manière qu'elle peut l'accomplir avec succès (...). Rosa Luxemburg rompt avant tout avec le concept strict et mécanique de la grève générale, selon lequel elle est une action momentanée, bien préparée et putschiste, pour la prise volontaire du pouvoir politique, ou pour atteindre un autre but politique quelconque. Elle démontre que la grève générale est un *processus*. La grève n'est pas un moyen de la révolution, mais elle *est la révolution elle-même*. Elle n'est pas la simple utilisation du pouvoir économique de la classe ouvrière pour acquérir certains buts politiques mais *la grève générale est l'unité inséparable de la lutte économique et politique* (...). Par conséquent, l'organisation n'est pas une prémisse (une condition) mais elle est la *conséquence* de la grève générale, donc de la révolution. Le mot d'ordre du *Manifeste communiste* selon lequel le prolétariat *s'organise en classe* par la révolution a été clairement confirmé par la révolution russe »<sup>38</sup>. Par cette critique radicale du primat politique d'un appareil organisationnel séparé, Lukács anticipe des tendances et des problématiques qui referont surface tout au long de l'histoire successive (dans les « Quaderni Rossi » et les théories opéraïstes en Italie, par exemple, ou bien chez le théoricien du mouvement étudiant allemand, Hans-Jürgen Krahl) : la révolution communiste est un acte des masses exploitées, qui présuppose leur capacité d'inventer et déployer des formes novatrices d'organisation politique, et cet acte implique nécessairement le dépassement de tout clivage entre le déroulement spontané des intérêts sociaux et la dimension stratégique de l'initiative politique. Les masses, ou la classe, ne peuvent pas se donner une organisation politique

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 314.

<sup>37</sup> *Ibidem*.

<sup>38</sup> *Ibid.*, pp. 317-318. Ces positions se prolongent dans une critique explicite du primat « théiste » et démiurgique du parti (dans un jargon heideggerien : de la vision de la politique comme mise-à-disposition d'un matériau manipulable par et pour une volonté de puissance auto-centrée) : « Rosa Luxemburg refuse la prise de position selon laquelle le rôle du parti est de « faire » la révolution et qui est la même chez les opportunistes et chez les putschistes (...) elle (...) a mis à sa juste place le vrai rôle du parti dans la révolution : *la direction des mouvements de masses spontanément développés* » (*Ibidem*). Il serait tout à fait injuste d'insister sur l'aveu d'impuissance constitué par ce court-circuit entre direction et spontanéité. Il vaudrait mieux remarquer que Lukács – dont la grandeur ne tolère pas de réduction à un « hégélo-marxisme » de mauvais aloi – a poussé sa critique du paradigme « léniniste » jusqu'à mettre en cause son idée du temps de l'action politique, son catastrophisme centré sur le schème de la bataille décisive, donc sa conception de la révolution comme un événement ponctuel, coïncidant en dernière instance avec la prise du pouvoir : « La révolution prolétarienne ne peut pas se terminer avec la prise du pouvoir d'Etat, momentanée et réussie, mais elle est un processus long, et douloureux, plein de hauts et de bas » (*Ibidem*). Mao utilisera un schème temporel semblable, en y ajoutant la prise d'acte que la durée de ce processus est toujours habitée par la résurgence du pouvoir d'une classe sur les autres – conséquence somme tout analytique du fait que la prise du pouvoir ne règle jamais les questions décisives : le dépérissement de l'Etat et le dépassement de l'exploitation.

sans *nier*, par une action en première personne, leur propre cantonnement à la légalité des données sociologiques – et pourtant, la spontanéité de ces données ne permet pas (au moins *prima facie*) d’y trouver des principes d’orientation susceptibles de se prolonger en action politique : d’où l’exigence de révolutionnariser les masses, tout en affirmant que la révolution ne peut être accomplie que par leur initiative. La compréhension admirablement parfaite de la part de Lukács des enjeux théoriques et politiques ne se traduit pas, chez lui (et, il faut le dire, nulle part ailleurs), en résolution de l’aporie létale – la dissociation entre l’hypothèse et ses assises sociales n’est pas réabsorbée.

Cette dissociation qu’on vient de mettre en lumière entre les assises abstraites de l’hypothèse communiste et les conditions de sa réalité met en crise le dispositif de véridiction du discours marxiste, en tant que celui-ci détermine le communisme comme « le mouvement réel qui abolit l’état de choses présent », en déterminant par-là le MCS comme l’existence en acte du communisme. Or, une des conséquences possibles de cette détermination « métaphysique » de l’hypothèse communiste – consistant à la rendre justement indissociable d’un mouvement d’autoréalisation – est que la vérité sur soi-même accessible au MCS par le biais de son propre discours ne puisse se formuler qu’en termes de *constat*. La vérité du MCS, que celui-ci peut formuler par les moyens du discours qui est le sien (le discours marxiste, dont la rencontre avec le mouvement ouvrier a engendré le MCS), ne pourra pas consister dans la formulation d’idéaux et de programmes dont les conditions de réalisations resteraient indéterminées, mais uniquement dans la *description* ou *narration* d’une réalité, dynamique tant qu’on voudra, mais néanmoins empiriquement donnée. Or, qu’est-ce qui se passe lorsque cette réalité, la réalité du MCS qui en constitue en même temps la vérité, se révèle *opposée* au contenu de l’hypothèse ? La réponse de Staline (et des staliniens occidentaux) est connue : il est impossible que les formes d’existence du MCS, et notamment l’URSS (ou le PCF, le PCI, etc.) soient en contradiction avec l’hypothèse – ce qui existe est bien... Mais telle n’est pas, de toute évidence, la réponse de R. Luxemburg et des révolutionnaires allemands. Leur problème deviendra celui de déterminer les rapports des principes suprêmes de l’orientation communiste avec une réalité qui n’exhibe aucune réalisation immédiate de ceux-ci. Ce problème implique rien moins qu’un changement dans le régime de vérité dont se supportent les discours par lesquels le MCS entreprend de « dire vrai » sur soi-même. Je ne pourrais pas le montrer de façon détaillée, mais je crois pouvoir soutenir que ce problème, et par conséquent le changement de régime de vérité, sera le cœur même du « marxisme occidental » – entendant par cette expression la ligne théorique qui va du Lukács d’*Histoire et conscience de classe* à l’Ecole de Francfort en passant par Ernst Bloch et Karl Korsch. Chez ces auteurs – on peut au moins émettre cette hypothèse – la problématisation de la « vérité du marxisme », et de la politique authentiquement communiste, est menée sous des conditions imposées par le retentissement de la conjoncture allemande de 1919, dans la mesure où cette conjoncture a fixé une nouvelle façon de dire-vrai à propos du MCS.

Or, comment caractériser cette nouvelle véridiction, par opposition au régime véridictif d’avant 1919 ? Cet « ancien régime » précédant la conjoncture était fondé sur une immanence absolue de l’orientation politique à la factualité socio-historique : les lois de l’histoire, vérifiées jour après jour par la croissance du mouvement socialiste, enveloppent les principes et les faits, les premiers n’étant que le résumé de la dynamique réelle des seconds. Telle était la conception du « marxisme orthodoxe » représenté par Kautsky : les discours vrais ayant pour objet le MCS ne relèvent que d’une théorie objectiviste des lois nécessaires du processus historique ; par là, l’exigence de réalisation de l’hypothèse est rabattue sur un objectivisme naïf, que Kautsky théoriserait ouvertement face au marxisme néo-kantien de K. Vorländer et des Austromarxistes. Dans un très beau livre consacré à l’Ecole de Francfort, P.-L. Assoun et G. Raullet ramènent les courants marxistes-kantiens à une tendance générale de la philosophie allemande au refus de la conciliation hégélienne, dont le « retour à Kant » constituerait le volet éthique : « [Fr. A. Lange prônait] un engagement éthique et politique qui en fait l’initiateur de ce *kantisme de gauche* dont se nourrira le marxisme d’un Vorländer, puis d’un Max Adler, donc de l’Austromarxisme lui-même (...). R. Haym esquisse [en 1857] dans cet esprit l’idée d’une philosophie qui insufflerait au système



hégélien la démarche critique kantienne et l'idée éthique qui la porte » ; et « le recours de l'École de Marbourg à la moralité kantienne tient tout son sens du refus de la réconciliation hégélienne »<sup>39</sup>. De façon analogue, « a Otto Bauer la Raison pratique de Kant apparaît comme le moyen théorique approprié pour saisir la dimension éthique de la pratique qu'un marxisme par trop sociologisant ne semble plus en mesure d'intégrer et qui semble pourtant seule capable, dépassant la *theoria*, de fournir les impératifs de sa transposition en actes »<sup>40</sup>. Les kantiens de gauche et les Austromarxistes mettent en question le monisme des Kautsky et des Plekhanov, cet ersatz évolutionniste de la conciliation et du téléologisme hégéliens, mais ils resteront à l'intérieur du régime de vérité de leurs adversaires, dans la mesure où ils maintiendront que « si le marxisme est avant tout une sociologie et si la conscience éthique elle-même est l'effet nécessaire de causes sociales, il n'en subsiste pas moins à tout moment de la praxis une insuffisance telle de ce savoir sur les causes que seul un impératif moral catégorique de type kantien peut permettre d'agir. (...) l'Austromarxisme (...) se contente d'*ajouter* les valeurs, la décision, au sociologique marxiste »<sup>41</sup>. En effet, le problème est que la décision est conçue uniquement comme une méconnaissance subjective des causes sociales ; la causalité moniste de la réalité est en dernière instance réaffirmée ; la réalité est un bloc unique, parfaitement déterminé et achevé, et ce n'est qu'une ignorance momentanée à laisser une autonomie provisoire à des orientations en principe parfaitement déductibles du développement des choses. Le néokantisme marxiste partage avec Kautsky un régime de vérité axé sur la problématique de la détermination scientifique des lois de l'histoire et de la société, auxquelles on peut toujours réduire l'agir politique – la position kantienne se bornant à ajouter une théorie de la méconnaissance inévitable de ces lois de la part d'une intelligence finie.

Une tout autre détermination de l'excès du site d'identification de l'orientation politique par rapport aux données empiriques est celle que l'on trouvera dans *Que faire ?* Pour Lénine, il est question d'un inachèvement de la réalité elle-même – le réel du prolétariat manque de quelque chose, ce manque étant justement la marque de sa soumission à l'idéologie spontanée des revendications syndicales. Le prolétariat est donc intimement clivé, structurellement lacunaire et divisé en soi-même : si, d'un côté, il est le porteur *virtuel* d'une politique révolutionnaire d'émancipation universelle, il est aussi, d'un autre côté, dans sa réalité immédiate, une classe subalterne, particulière, déterminée par des rapports de domination qui en façonnent la « conscience », c'est à dire l'idéologie, spontanée. C'est par et dans ce clivage qu'une instance extérieure est requise comme site d'identification d'une orientation politique que la réalité donnée n'est pas en mesure de produire comme réductible à ses propres termes. Par-là, un nouveau mode de vérité est mis en place : le MCS ne se dit pas, pour Lénine, comme le produit des lois du développement historique, mais comme le lieu d'une politique de principes, d'un affrontement d'orientations, ce qui implique le surgissement indéfini de divisions, de conflits, de nœuds problématiques que seules des décisions pourront venir trancher. Entre l'orientation politique et la réalité donnée il existe toujours une disjonction, qui peut aller d'un simple écart à une véritable déliaison ; et c'est justement à cette disjonction qu'il appartient de définir le nouveau régime de vérité inauguré par Lénine, un régime centré sur la nature problématique, voire aléatoire et conflictuelle, d'une politique à construire et à inventer, irréductible à l'ancienne « vérité » axée sur une nécessité à reconnaître et à laquelle se plier.

Or, cette instance irréductible à la sociologie sur laquelle Lénine bâtit une nouvelle façon de dire-vrai sur le MCS est bien entendu la politique elle-même ; les problèmes surgissent lorsque l'instance politique, dans son excès sur les données sociales, est identifiée ou suturée à un appareil spécialisé censé être, en permanence, le lieu de l'élaboration de l'orientation politique qu'il s'agira ensuite de porter, voire d'imposer, aux masses ou à la classe. Cette suture marque le passage de la transformation léninienne du régime de vérité à la fixation de la formation idéologique

<sup>39</sup> P.-L. Assoun et G. Raulet, *Marxisme et théorie critique*, Payot, Paris, 1978, p. 16.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 21.

« léniniste »<sup>42</sup>. Le léninisme a été explicitement reconnu dans sa nature dualiste par plusieurs auteurs assignables au « marxisme occidental ». H. Marcuse prend le départ de la question concernant la subordination du prolétariat aux rapports capitalistes, dont il donne une formulation « léninienne » sinon léniniste : « Si le capitalisme continue à fonctionner normalement et augmente même le niveau de vie de ses classes laborieuses, celles-ci peuvent devenir un élément du système capitaliste dans un sens (...) positif (...) aussi longtemps que le prolétariat n'est pas mûr pour son auto-libération, la majorité du prolétariat verra dans l'ordre social établi le seul possible et constituera politiquement la "queue de la classe capitaliste, son aile gauche extrême" (...) dans les périodes de stabilité et de prospérité le prolétariat tombera inévitablement sous la domination des "idées capitalistes", et ses intérêts immédiats (économiques) l'emporteront sur son intérêt réel (historique). Cette relation ne peut être inversée que dans la lutte des classes elle-même, c'est-à-dire si le prolétariat redevient une force *politique* »<sup>43</sup>. L'exposé de Marcuse s'appuie évidemment sur le régime léninien de véridiction, dans la mesure où celui-ci concerne les conditions jamais complètement objectivables ni téléologiques de l'agir politique du MCS ; mais Marcuse insiste sur la possibilité que la disjonction entre données sociales et politique se creuse jusqu'à devenir une dualité : « Bien que [le prolétariat] soit "en réalité" la négation du système capitaliste, cette réalité objective n'apparaîtra pas immédiatement à la conscience du prolétariat – la "classe en soi" n'est pas nécessairement "classe pour soi" (...) l'"intérêt réel" du prolétariat (...) n'est pas une construction abstraite et arbitraire, mais une expression théorique de ce que le prolétariat lui-même *est* – bien qu'il ne soit pas (ou pas encore) *conscient* de ce qu'il est réellement »<sup>44</sup>. Par là, ce qui est rendu possible est de continuer à attribuer au prolétariat dans son être socialement individualisé un rapport à l'orientation communiste en tant qu'axiome politique : « La révolution devrait être l'action directe organisée *du prolétariat en tant que tel* – ou elle ne serait pas. Marx et Engels n'admettaient aucun autre agent de la révolution ni aucun substitut, car toute substitution signifierait l'immaturation de la classe en tant que telle (...). La conquête du pouvoir politique ne peut être que le résultat du mouvement politique de la classe ouvrière *en tant que* classe (...). La classe s'organise en "parti", mais ce parti se développe *naturellement* à partir du terrain de la société moderne elle-même ; c'est l'*auto-organisation* du prolétariat. La conception marxiste maintient ainsi l'identité de l'agent historique (...), et les instruments politiques de la lutte de classes, notamment le parti prolétarien, demeurent l'expression de cette identité. Cette conception admet des changements à l'intérieur du prolétariat (...) mais ces changements ne détruisent pas l'identité de la classe qui est le véhicule unique de la révolution. Si cette classe n'existe pas, c'est-à-dire n'agit pas en tant que classe, alors la révolution n'existe pas »<sup>45</sup>.

Cette idée de la continuité entre « classe en soi » et « classe pour soi » permet de rétablir le primat de la réalité sur l'axiomatique politique : cette dernière n'excède l'ordre factuel que dans l'intervalle entre l'en-soi et le pour-soi ; lorsque la classe devient pour elle-même ce qu'elle est toujours-déjà en elle-même, la politique se ramène à la plénitude compacte de l'Être<sup>46</sup>. La « conscience » politique peut être momentanément inadéquate aux données empiriques de l'existence prolétarienne, mais celle-ci ne cesse pas de s'exprimer dans la politique alors même que cette dernière anticipe sur la réalité. Cette solution du problème de la disjonction – solution consistant à restaurer la véridiction moniste de Kautsky – est opposée par Marcuse à la solution proprement léniniste, attribuée sans plus à Lénine : « [La conception léniniste] qui se référerait

<sup>42</sup> Sur le "léninisme" et ses rapports au discours

kautskyen, cf.

[www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/CavazziniAlthusser.pdf](http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/CavazziniAlthusser.pdf).

<sup>43</sup> H. Marcuse, *Le marxisme soviétique*, Gallimard, Paris, 1963, pp. 21-22.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>45</sup> *Ibid.*, pp. 26-27.

<sup>46</sup> Cette position a été récemment revendiquée par le très anti-hégélien A. Negri, le « pouvoir constituant » fournissant le terme moyen entre l'en-soi des multitudes et le pour-soi des « institutions du Commun ». Cette retombée dans un schéma dialectique témoigne du sérieux des positions de Negri, étant donné que *personne* n'a jamais été en mesure de proposer un schéma alternatif pour articuler politique et rapports sociaux en échappant tant à l'opportunisme empiriste qu'à la mythologie organisationnelle. Le pire est toujours de croire à l'existence de solutions là où il n'y en a aucune.

initialement à l'immaturation du prolétariat russe devint un principe de stratégie internationale en présence du réformisme persistant du prolétariat "mûr" des pays industriels avancés. Pour contrebalancer l'intégration d'un large secteur du mouvement ouvrier dans le système capitaliste le facteur subjectif de la stratégie révolutionnaire est monopolisé par le Parti, qui revêt le caractère d'une organisation révolutionnaire professionnelle dirigeant le prolétariat »<sup>47</sup>. La lecture par Marcuse de la position léniniste revient à soutenir que, bien que celle-ci puisse être « présentée comme un développement de la distinction marxiste entre l'intérêt immédiat et l'intérêt réel (et la conscience) du prolétariat »<sup>48</sup>, il y a bien une différence d'avec la relation expressive qui réabsorbe l'écart dans la dialectique de l'en-soi et du pour-soi, et que cette différence est bien liée au problème de l'adhésion des masses ou de la classe ouvrière à l'orientation des partis étatisés, réformistes et nationalistes : « [Dans *Que faire ?*] au-delà des exigences propres de la situation russe, Lénine s'en prenait à une évolution internationale générale du marxisme, qui reflétait à son tour la tendance à la "collaboration de classes" d'importantes fractions du mouvement ouvrier (...). Les formules de Lénine visaient à préserver l'orthodoxie marxiste de l'assaut réformiste, mais elles n'allaient pas tarder à faire partie d'une conception qui n'impliquait plus la coïncidence entre prolétariat et progrès (...). Voici qu'étaient jetées les bases du développement du parti léniniste où le véritable intérêt et la véritable conscience du prolétariat seraient localisées dans un groupe distinct de la majorité du prolétariat. L'organisation centralisée, qui fut d'abord justifiée par l'immaturation d'une situation rétrograde (...) allait devenir le principe général d'une stratégie internationale »<sup>49</sup>. Mais, justement, afin que cette stratégie s'affirme, la faillite de l'Internationale sociale-démocrate *et* l'échec de la révolution allemande étaient requis : ces deux composants de la conjoncture de 1919 provoquent la crise du régime de véridiction fondé sur les « lois de l'histoire » et, en même temps, contribuent à fixer le « léninisme » comme formulation dominante du nouvel ordre de vérité. La voie est ouverte à la monopolisation par l'appareil du parti – un parti non plus social-démocrate, mais également susceptible d'étatisation – de l'action politique légitime. Cette monopolisation n'est pas le résultat linéaire de l'affirmation d'une disjonction entre la réalité sociale et l'orientation politique ; elle relève du fait que des conditions conjoncturales déterminées ont légitimé une interprétation de cette disjonction tendant à faire du Parti le lieu unique de la décision et de l'initiative politique, l'instance active vis-à-vis de l'existence passive et informe des masses.

Avant d'aborder la question concernant la possibilité d'une détermination de la nouvelle forme de véridiction qui n'aboutirait pas à la toute-puissance de l'appareil séparé, tout en refusant d'absorber la politique dans la compacité du développement nécessaire de l'Être, il faut rappeler que la conjoncture-1919, en scellant la victoire de l'option léninienne *et* « léniniste », marque en même temps la faillite de l'option luxembourgeoise – qui, d'ailleurs, ressemble beaucoup à la détermination expressive de la disjonction attribuée par Marcuse à Marx et Engels. Lucien Goldmann a très opportunément rappelé que la position de R. Luxemburg présentait justement ces caractères : « Selon cette conception le prolétariat, dont le but est d'atteindre une société sans classes et donc sans prolétariat, a une structuration de classe et de conscience possible essentiellement différente des autres structurations de classe et de conscience, et cette différence provient de la spécificité même de cette perspective exceptionnelle du prolétariat, perspective qu'à son tour cette structuration doit rendre possible »<sup>50</sup>. Selon Goldmann – qui, au moins dans ce contexte, voit juste – cette structure singulière du prolétariat consiste justement dans le fait que le rythme dialectique qui conduit de l'en-soi au pour-soi permet de relier l'axiomatique politique et l'existence empirique de la classe ; le prolétariat a bien une existence immédiate, orientée à des intérêts particuliers, mais la nature essentielle de sa conscience consiste à saisir sa position historique unique, en accédant par là à une position universaliste visant l'abolition de tout intérêt de classe. Lukacs appelle cette forme de conscience – à la fois en excès sur l'empirique *et* enracinée

<sup>47</sup> *Ibid.*, pp. 46-47.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 47

<sup>49</sup> *Ibid.*, pp. 34-35.

<sup>50</sup> L. Goldmann, *Lukács et Heidegger*, Denoël, Paris, 1973, p. 132.

dans l'être social du prolétariat – « *zugerechnetes Bewusstsein*, (qui peut se traduire par : la conscience adjugée ou par : maximum de conscience possible) »<sup>51</sup>. Or, ce concept, crucial dans *Histoire et conscience de classe*, est, selon Goldmann, directement redevable des positions de R. Luxemburg : « Rosa Luxemburg (...) a été surtout la grande théoricienne du prolétariat révolutionnaire. Jamais, au fond, ni Marx ni, encore moins, Lénine, n'ont mis tellement au centre de leurs théories et d'une manière aussi radicale le concept du prolétariat révolutionnaire (...). Aucune autre classe ne peut vraiment atteindre la conscience révolutionnaire tandis que le prolétariat, par essence révolutionnaire, tend spontanément vers cette prise de conscience. La révolution ne pourra résulter que de cette prise de conscience révolutionnaire spontanée : sans doute celle-ci est-elle favorisée par l'action des militants, des organisations et des partis, mais ces militants et ces organisations ne sont eux-mêmes que l'expression de l'évolution spontanée du prolétariat »<sup>52</sup>. Cette position de R. Luxemburg est une tentative de réduire l'écart entre le site virtuel d'identification d'une politique révolutionnaire, et les données socio-historiques – elle échouera pourtant, comme le reconnaît L. Goldmann et comme on l'a vu lorsque R. Luxemburg dressait son bilan de la révolution allemande. Lukács donne, dans *Histoire et conscience de classe*, une formulation spéculative de la tentative luxemburgiste : « Il nous semble qu'on peut situer Lukacs dans la ligne luxemburgiste qui a joué un grand rôle dans l'histoire du marxisme (...). Lukacs et Korsch (...) ont représenté cette tendance luxemburgiste dans la pensée philosophique. Néanmoins, après 1917 et à la suite de l'échec du spartakisme en Allemagne, Lukacs a dû modérer la position luxemburgiste et son radicalisme en faisant des concessions aux idées de Lénine »<sup>53</sup>, qui, lui, « s'est toujours inspiré d'une conception du prolétariat non spontanément révolutionnaire, conception qui s'est révélée plus juste que la conception de Rosa Luxemburg », et qui « a organisé le parti bolchevik, plus important finalement que le prolétariat, pour introduire en lui les idées révolutionnaires et pour diriger la révolution »<sup>54</sup>. D'où l'éloge paradoxal que Lukacs prononce de R. Luxemburg comme de celle qui a cherché à « révolutionnariser » les masses – ce qui, dans une optique luxemburgienne, est un parfait contre-sens.

Pour conclure, nous remarquerons que l'instauration d'un régime de vérité axé sur le problème de l'orientation politique débouche, après le début des années vingt, sur une impasse. Au premier bout de l'alternative figée que la conjoncture nous présente, il y aura l'affirmation implicite d'une déliaison absolue entre, d'un côté, la classe, ou les masses, et leurs formes d'auto-organisation politique – toujours incapables de garder une orientation révolutionnaire conséquente –, et, de l'autre, l'appareil du Parti auquel seule revient le gardiennage de cette orientation – quitte à l'imposer aux masses, si nécessaire, en s'opposant par là au principe de leur organisation autonome. Cette position fournira des assises solides au primat du Parti en quoi consistent les pratiques « léninistes », dont certaines conséquences seront visibles dès les années 1930, et qui s'articuleront à (il serait un peu trop facile de dire : elles déboucheront sur) la formation des nouvelles classes dominantes dans et par le pouvoir du Parti-Etat. Le problème majeur de la solution « léniniste » est que l'appareil de Parti s'oppose au dépérissement de l'Etat, et que, en tout cas, le déni de toute rationalité politique propre aux masses rende impossible toute dynamique de réalisation de l'hypothèse communiste – sur ce problème se concentreront les expérimentations les plus courageuses du communisme chinois (des critiques par Mao à l'égard de Staline dans les années

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>52</sup> *Ibid.*, pp. 135-136.

<sup>53</sup> *Ibid.*, pp. 135 et 137.

<sup>54</sup> *Ibid.*, pp. 136-137.

cinquante à la « Décision en 16 points » qui sera la charte de la Révolution culturelle) et des tentatives révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés (telles que la *Nuova Sinistra* italienne).

Au deuxième bout, nous trouvons le compromis lukacsien, cette sorte de luxembourgeoisisme spéculatif qui n'arrive à sauver l'initiative des masses vis-à-vis du Parti qu'à condition d'établir un lien expressif, téléologique, entre l'en-soi et le pour-soi. Cette solution aussi aboutira à une aporie, lorsque l'existence d'un en-soi spontanément révolutionnaire de la classe ouvrière sera mis en question tout en sauvegardant le rythme dialectique de la négation critique de l'immédiat. Nous aurons alors la Théorie critique de l'Ecole de Francfort, un courant théorique qui s'enracine dans l'issue catastrophique de la révolution allemande, dans le travail du deuil vis-à-vis d'un prolétariat dont la spontanéité révolutionnaire est de moins en moins plausible, et finalement dans l'instabilité de la voie lukacsienne visant la conciliation entre le léninisme et le luxembourgeoisisme. Finalement, la Théorie critique répètera le geste léniniste, en instaurant l'orientation critique et émancipatrice dans l'extériorité la plus radicale par rapport à toute donnée socio-politique. L'orientation se territorialise, non plus dans le Parti, mais dans la conscience critique, ou critique-négative, elle-même : « Il y a dans la Théorie critique ce sentiment, inhérent à son entreprise même, de porter (...) le sort du monde historique. La subjectivité critique, au fur et à mesure que les référents externes se déréalisent, devient inévitablement esseulée. La Critique se définissait chez Marx en rapport avec les instances de la légalité historique, le Parti et le Prolétariat. Dans la Théorie critique il n'en est plus question »<sup>55</sup>. Entre ces deux bouts, ce qui est perdu est la possibilité d'articuler la politique aux formes historiques de l'exploitation et du pouvoir, donc de conférer une historicité réelle au « prolétariat », aux « masses », et à leurs pratiques déterminées. Les masses oscillent entre le statut d'une matière informe et celui d'une identité accomplie qu'il s'agit tout simplement d'explicitier – la politique oscillant, quant à elle, entre la tout-puissance d'un appareil séparé et l'impuissance d'une subjectivité purement négative. Comme chacun voit, ce sont les mêmes dilemmes qui se présentent aujourd'hui, à une époque où l'orientation politique émancipatrice semble être prise dans le double étau du désespoir qui suit à la protestation subjective et indéterminée, et de l'optimisme imbécile qui voit dans tout sursaut – fût-il l'annonce de l'agonie – le signe inéquivoque du fait que l'histoire marche toujours, et, par-dessus le marché, qu'elle n'en finit pas d'avancer du bon côté. De cette façon, ce qui est perdu est la position par rapport à la vérité du MCS que Lénine, Luxembourg et Lukács auront été en mesure d'établir, malgré tout, dans l'urgence qui dominait leurs réflexions : la position qui veut que ni la spontanéité des formes sociales d'existence (aujourd'hui on les dirait des « formes de vie ») opposées abstraitement à la mise en forme organisationnelle d'une volonté politique, ni l'efficacité d'un appareil séparé des procédures d'auto-organisation visant l'élargissement universaliste de la rationalité politique à des masses les plus vastes possibles, ne peuvent suffire à l'hypothèse communiste, qui exclut, elle, non seulement le mythe du progrès et la politique étatique, mais aussi bien le machiavellisme élitiste et le sociologisme vitaliste. Ces deux pôles sont tous les deux insuffisants à cause du fait que tous les deux sont absolument *impurs*, voire dans l'impossibilité de coïncider avec eux-mêmes, traversés par des rapports conflictuels qui restent la plupart du temps à l'état d'impensé, et qui demandent une activité infatigable d'inventions, de coupures continuées et continues par rapport aux pratiques et aux mots d'ordre valables jusqu'à hier ou avant-hier – bref, de *courbures de bâton* qui n'ont cessé de chercher la juste orientation d'une ligne que ni l'organisation ni la base des masses ne maîtrisent à l'avance et en droit<sup>56</sup>. C'est

<sup>55</sup> Assoun-Raulet, cit. p. 245.

<sup>56</sup> La notion lukácsienne de « conscience adjugée » visait justement à produire cet effet doublement critique : elle indique, *en même temps*, que le prolétariat est en lui-même divisé et conflictuel (l'organisation étant justement une façon de traiter cette division conflictuelle), et que l'organisation est toujours ancrée dans une instance qui lui est excédante et qui lui résiste – une norme qui est le prolétariat lui-même en tant que titulaire d'une initiative politique au moins virtuelle et dont la division impose, en bonne logique, une division nécessaire *également* au cœur de l'organisation...

toute l'intuition du travail d'Althusser à la fin des années 1970, lorsqu'il énoncera la *finitude* du marxisme – prise de conscience du fait (*structural*) que tant l'élaboration de la Ligne que le comportement historique des masses ne sont pas des solutions mais des problèmes, des champs conflictuels et problématiques dans lesquels il faut perpétuellement travailler à leur propre transformation. Ce qui implique que les deux pôles soient au même titre incomplets, souvent indécidables, toujours clivés, sur-déterminés ou sous-déterminés (autrement dit, exposés par leur clivage structurel tant à l'ouverture et à l'invention qu'à la paralysie et au blocage) ; on rejoint par là les remarques de R. Luxembourg face à la défaite sanglante de la révolution allemande, lorsqu'elle y voit (au moins implicitement) le résultat d'une impasse tant des masses que de leurs organisations.

Le traitement de ces nœuds violemment contradictoires est ce qui s'amorce lors de la conjoncture-1919, dont l'événement politique central est l'instauration d'un régime de vérité inédit, dont nous venons de voir les conflits et les alternatives immanentes. La clôture de ce régime à l'intérieur de la formation idéologique « léniniste » va rendre impossible sa problématisation jusqu'à l'éclatement de la crise, dont témoignent bien sûr les derniers textes publics d'Althusser, mais surtout des phénomènes tels que la révolution culturelle, les mouvements radicaux visant une révolution dans et pour l'Occident capitaliste, et finalement les mouvances anti- et post-coloniales. L'échec de toutes ces tentatives a entraîné la dissolution du MCS et l'éclipse – qui dure toujours – de tout problème concernant la vérité dans laquelle dire et penser les pratiques d'opposition à l'exploitation et à l'inégalité. Ce qui précède n'avait pour but que d'esquisser une archéologie des régimes discursifs qui ont accompagné l'histoire du communisme – sans illusions à l'égard de la possibilité de nous reconnaître dans ces vestiges comme dans ce qui appartiendrait à une contemporanéité quelconque, fût-elle virtuelle, de nos questionnements – mais sans oublier que (si l'on me concède de reprendre la lettre de Foucault pour m'éloigner d'autant plus de son esprit) nos difficultés à reconstruire le visage effacé qui gisait autrefois sur le sable ne cessent pas de nous rendre confus et perplexes.